

ÉTUDES DE l'OFB

L'ANALYSE DU MONDE ÉMERGENT



Russie : un agenda climatique et environnemental en mutation

Boris KALIOUJNY

DÉCEMBRE 2025 - N°1



**Observatoire
Français des
BRICS**

L'Observatoire français des BRICS (OFB) est un think tank français ayant pour objet de proposer un espace de réflexion sur les grands pays émergents. Créé en 2024, l'OFB s'est donné pour mission d'éclairer le débat stratégique français et international sur la restructuration des relations internationales contemporaines.

Comment citer cette publication :

Boris KALIOUJNY, « *Russie : un agenda climatique et environnemental en mutation* », n°1, OFB, décembre 2025.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Couverture : matin d'hiver / paysage urbain / Russie / Moscou / photo libre de droit.

© Tous droits réservés, OFB, 2025

OFB

E-mail : contact@obsfrbrics.org

Site internet :

<https://www.obsfrbrics.org/en/homepage/>

Auteur

Boris KALIOUJNY est docteur en économie du développement durable. Sa thèse a été préparée à l'Université Bourgogne Franche-Comté en cotutelle avec l'Université Polytechnique de Tomsk (Russie) et portait sur l'économie circulaire appliquée à la filière-bois de l'Oblast de Tomsk. Ayant vécu plus de dix ans en Russie, l'auteur a acquis une compréhension approfondie des mécanismes institutionnels et non institutionnels de l'économie du développement durable.

Comité de rédaction

David Teurtrie

Igor Delanoë

Clément Therme

Résumé

Après des années 1990-2000 marquées par une relative passivité vis-à-vis de l'écologie, les autorités russes ont progressivement structuré une véritable politique environnementale, sous l'effet de la montée des enjeux climatiques sur la scène internationale. À la veille de la guerre en Ukraine, cette politique connaissait un dynamisme inédit, ce qui interroge son devenir dans un contexte de militarisation de l'économie et de rupture avec l'Occident.

L'article analyse les mécanismes et les enjeux du développement durable russe, avec une attention particulière portée à la question climatique. Il aborde aussi l'économie circulaire et la finance verte (ESG), devenues des éléments clés des normes internationales. Dans les années précédant la guerre, les autorités russes avaient intensifié leurs efforts, conscientes des pertes économiques liées à une posture attentiste. La Russie avait ainsi adopté une doctrine climatique, créé un marché d'obligations vertes et introduit des lois contraignant les entreprises polluantes à réduire leurs émissions et à publier leurs résultats.

L'invasion de l'Ukraine a toutefois bouleversé ces dynamiques. L'article examine les continuités et ruptures induites par le conflit, notamment les tentatives de Moscou de repositionner sa politique environnementale dans le cadre de l'Union économique eurasiatique, de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et surtout des BRICS.

Cependant, malgré les sanctions et la priorité donnée aux partenaires « amicaux », le développement durable reste structuré par des normes internationales, notamment européennes. Dans ce contexte, les questions environnementales constituent pour Moscou l'un des derniers espaces de dialogue avec les Occidentaux que la Russie cherche à préserver tout en renforçant sa coopération avec les puissances émergentes.

Sommaire

INTRODUCTION.....	8
I. LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE RUSSE AVANT 2022.....	10
<i>L'agenda diplomatique.....</i>	<i>10</i>
<i>Économie circulaire et ESG.....</i>	<i>17</i>
II. LA QUESTION ÉCOLOGIQUE EN RUSSIE DEPUIS 2022	20
<i>L'Union économique eurasiatique (UEE) : des progrès lents.....</i>	<i>26</i>
<i>L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) : l'intensification du dialogue....</i>	<i>27</i>
<i>Les BRICS : un axe prioritaire de coopération</i>	<i>28</i>
CONCLUSION.....	32

Introduction

Depuis la chute de l'URSS jusqu'au début des années 2000, la Russie n'accordait qu'une importance relative à l'agenda écologique, notamment au regard des impératifs socio-économiques et diplomatiques que rencontrait le pays. Cependant, une véritable politique environnementale russe s'est progressivement structurée et complexifiée depuis une dizaine d'années en lien avec la place grandissante des thématiques climatiques et écologiques sur la scène internationale. La politique environnementale russe était particulièrement dynamique à la veille de la guerre en Ukraine, ce qui pose la question de son devenir sur fond de militarisation de l'économie et de rupture avec l'Occident. L'article propose une analyse des mécanismes, des enjeux et des risques pour la Russie en matière de développement durable, principalement au travers de la question climatique. L'économie circulaire et la « finance verte » (ESG) sont également abordées dans la mesure où elles jouent un rôle croissant dans l'agenda politique international.

Un état des lieux de la politique environnementale russe dans les années qui précèdent la guerre en Ukraine est proposé afin d'en comprendre les principales modalités. Il y est question de l'intensification des efforts des autorités russes dans ce domaine grâce à une prise de conscience tardive de l'impact économique négatif d'une approche attentiste. Dans un deuxième temps, l'article s'attache à analyser les ruptures et les continuités induites par le conflit en Ukraine dans politique russe de développement durable.

L'analyse se concentre sur les tentatives de Moscou d'inscrire sa politique environnementale dans le cadre des organisations régionales dont elle est membre à l'instar de l'Union Économique Eurasiatique (UEE), de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et des BRICS. Cependant, malgré la rupture engendrée par la guerre et les sanctions ainsi que les velléités russes de prioriser les relations avec les puissances émergentes, le développement durable obéit encore à des mécanismes internationaux nécessitant une communication avec l'Europe qui en reste l'un des principaux prescripteurs.

I. La politique environnementale russe avant 2022

L'agenda climatique

Si depuis le début des années 2000, l'écologie était surtout perçue comme un moyen de façade pour se « verdir », le gouvernement russe a progressivement compris que la question était cruciale en termes de risques – physiques, socio-economiques, politiques – réels et potentiels mais aussi en termes d'opportunités. Ainsi, on a pu assister à des changements structurels dans la politique environnementale russe, en premier lieu sur la question centrale du changement climatique.

Le 16 février 2005 la ratification par la Russie du protocole de Kyoto permet son entrée en vigueur après 7 ans de négociations¹. Il s'agit en premier lieu d'un acte politique de la part du Kremlin qui y a vu la possibilité de lancer un signal positif aux Européens tout en isolant les États-Unis sur ce dossier et ceci sans prendre de grands risques.

En effet, la Russie était l'une des seules puissances industrielles à ne pas avoir à baisser ses émissions de gaz à effet de serre dans la mesure où la crise économique postsoviétique avait déjà conduit à une forte baisse par rapport au niveau de référence retenu qui était celui de l'année 1990.

¹ En effet, grâce à la participation de la Russie, les pays ayant ratifié le protocole représentent plus de 55% des émissions de CO2 mondiales ce qui a permis son entrée en vigueur. Le protocole prévoyait un traitement différencié entre pays industrialisés et pays en développement, il sera remplacé en 2015 par l'Accord (non contraignant) de Paris. Les États-Unis, responsables de 23% des émissions de CO2 au moment du protocole, ne l'ont pas ratifié invoquant notamment des mesures trop restrictives pour les pays industrialisés. Pareillement, le Canada est devenu en 2011 le premier pays à se retirer du protocole afin d'éviter des pénalités financières trop fortes pour non-respect de ses engagements.

Le Kremlin avait néanmoins dû surmonter une forte opposition interne des lobbys pétroliers et industriels inquiets de possibles retombées négatives sur leurs activités. L'entrée en vigueur du protocole de Kyoto a ainsi permis l'émergence des tous premiers projets climatiques russes. De 2008 à 2012, pas moins de 100 projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont été mis en œuvre grâce à plusieurs programmes subventionnés. Ces projets ont bénéficié d'une amélioration du cadre juridique avec la promulgation du **Décret du 4 juin 2008** « Sur certaines mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique et environnementale de l'économie russe ». De même, la ville de Moscou a décidé de rejoindre l'initiative C40 « *Climate Leader Cities* » visant à améliorer l'efficacité énergétique et à réduire l'impact négatif sur le climat des métropoles.

En 2009, cette dynamique est renforcée par la promulgation de la **Doctrine climatique de la Fédération de Russie**, qui permet d'inscrire le changement climatique comme l'un des intérêts nationaux prioritaires, touchant directement les questions de sécurité, de modernisation de l'économie et du progrès social grâce à une politique de développement durable².

Ces évolutions législatives et normatives traduisent une prise de conscience des élites russes de l'ampleur des enjeux liés au réchauffement climatique pour le pays. Alors que V.Poutine est souvent décrié comme climatosceptique, on a pu voir le président russe largement évoluer sur la question et l'entendre répéter que les conséquences du changement climatique sont en moyenne 2,5 fois plus rapides en Russie, comme en 2024 lors la séance plénière du Club de discussion de Valdaï.

² Rusakova Yu. A. *Climate policy of the Russian federation and global climate change*. MGIMO Review of International Relations, N°1 (40), p.66-72, (2015, en russe).

Ce diagnostic est par ailleurs validé et suivi par la communauté scientifique, en premier lieu par l'Académie des sciences russe, qui, dès 2014, expliquait que les terres se réchauffent plus vite que l'océan, phénomène qui s'amplifie dans les hautes latitudes à cause de la formation de boucles de rétroaction positive : une atmosphère plus chaude peut retenir davantage d'humidité, ce qui accroît l'effet de serre naturel conduisant à un plus grand réchauffement, etc. Les risques concernant l'intensité des incendies de forêts, l'apparition de nouveaux bioagresseurs et de maladies, ou encore la fonte du permafrost font l'objet d'une attention importante³.

Néanmoins, l'ambivalence des autorités russes face à ces changements, outre le lobbying des acteurs économiques liés à l'extraction des matières premières, est liée aux retombées différenciées et parfois potentiellement positives pour la Russie du réchauffement climatique. En effet, ce dernier peut également faciliter la navigation sur la voie maritime du Nord ou concourir à l'apparition de nouvelles terres cultivables. De fait, les conséquences du changement climatique font et feront des « perdants » et des « gagnants » tant en Russie qu'à l'échelle internationale. Par exemple, dans leur article intitulé « Coût social du carbone au niveau national », Ricke et alii affirment que la Russie serait parmi les grands gagnants avec « un coût social du carbone » très bas comparé à d'autres pays comme la Chine ou les États-Unis⁴ (**fig.1**).

Dans leur article, les auteurs proposent un modèle représentant le coût économique associé aux dommages (ou bénéfices) climatiques résultant de l'émission d'une tonne supplémentaire de CO₂, en utilisant des projections récentes de modèles climatiques, des estimations empiriques des dommages économiques liés au climat et des projections socio-économiques.

³ Académie des sciences de Russie, Centre de politique et d'économie climatiques de Russie : Premier rapport annuel national sur le programme climatique en Russie (2025, en russe).

⁴ Ricke, K., Drouet, L., Caldeira, K. et al. Country-level social cost of carbon. *Nature Clim Change* 8, 895–900, 2018.

Parallèlement, l'Académie des sciences russe estime qu'une augmentation de la température annuelle moyenne de 1°C pourrait augmenter le PIB annuel de la Russie de plus de 1 000 milliards de roubles (≈ 10 milliards d'euros), en premier lieu grâce aux nouvelles zones agricoles et à une route maritime du Nord praticable plus longtemps. En effet, l'effet économique positif pouvant être principalement attribué à la récolte supplémentaire de céréales due à un climat plus favorable ainsi qu'aux revenus supplémentaires provenant des exportations de céréales en raison de la hausse des prix mondiaux corrélée aux effets négatifs du changement climatique sur d'autres régions productrices.

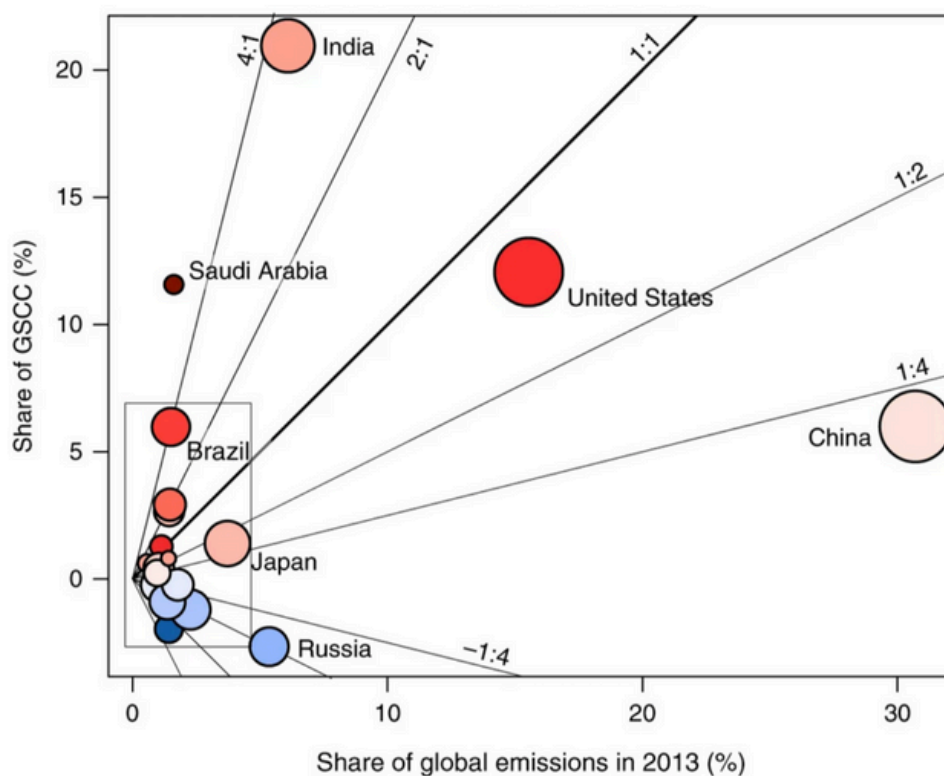


Fig. 1 « Gagnants » et « perdants » du changement climatique parmi les pays du G20 (Ricke et al., 2018)

Cela pose ainsi la question des intérêts nationaux, régionaux et internationaux liés au phénomène climatique. En effet, les risques liés au changement climatique sont également de nature politique et commerciale du fait des mesures introduites par les différents pays pour y faire face. Ainsi l'introduction de la taxe carbone aux frontières européennes, appelée officiellement « Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières » (MACF ou CBAM en anglais pour « *Carbon Border Adjustment Mechanism* »), a été proposée en 2021 par la Commission européenne, adoptée en 2022 et devrait entrer en vigueur en 2026-2027. Mais cette taxe est souvent décriée comme une action protectionniste par plusieurs pays au premier rang desquels la Russie. Selon les projections effectuées avant le déclenchement de la guerre en Ukraine, l'entrée en vigueur de cette taxe aurait pu conduire à une réduction de près de 75% des exportations de gaz naturel de la Russie vers l'Europe d'ici 2050 (par rapport à un scénario sans politique climatique) et jusqu'à 50 milliards d'euros de pertes jusqu'en 2030, l'UE constituant alors près de 40% des exportations nationales, souvent très carbonées comme la métallurgie ou la pétrochimie⁵.

Cette taxe carbone ayant été identifiée comme une réelle menace économique, les institutions russes ont accéléré leurs efforts dans la mise en place d'une véritable politique climatique structurée. Le pays a ratifié l'accord de Paris en 2019 permettant une nouvelle fois qu'un accord mondial sur le climat soit adopté, et participé aux différentes COP via l'envoyé spécial de Vladimir Poutine, Ruslan Eldegueriev.

⁵ Kalioujny B. *Le modèle de l'économie circulaire dans les systèmes socio-économiques de la filière-bois : le cas de l'oblast de Tomsk*, Thèse de doctorat, Université Bourgogne Franche-Comté, Université polytechnique de Tomsk, 2021.

Toujours en 2019, la Russie adoptait un « Plan national d'adaptation au changement climatique » afin de 1) élaborer une approche réglementaire, méthodologique et scientifique à l'échelle nationale ; 2) créer des plans d'adaptation dans les secteurs de l'économie directement en lien avec le climat (comme le complexe énergétique, l'agriculture ou la filière-bois) ; 3) élaborer une planification stratégique pour toutes les régions du pays en fonction de leurs spécificités (secteurs industriels, niveau de développement socio-économique etc.). Ces avancées ont permis d'organiser une conférence spéciale Russie-Europe sur le climat en 2020 afin d'entamer des négociations sur les aspects techniques et pratiques liés au MACF.

En 2021, le gouvernement adoptait une loi fédérale spéciale « Sur la limitation des émissions de gaz à effet de serre » afin de pouvoir créer une base législative visant à développer des projets climatiques via la réduction d'émissions et/ou l'augmentation de l'absorption des gaz à effet de serre par les « puits de carbone ». Ainsi, à partir de 2023 les acteurs économiques dont les émissions dépassent 150 000 tonnes équivalent CO₂ par an, sont tenus de présenter leur stratégie de réduction des émissions et leurs résultats dans ce domaine. À partir de 2025, cela concerne également les entreprises émettrices de plus de 50 000 tonnes équivalent CO₂ par an. En 2021 toujours, une stratégie « pour le développement socio-économique à faibles émissions de gaz à effet de serre de la Fédération de Russie jusqu'en 2050 » a vu le jour avec l'objectif affiché **d'atteindre la neutralité carbone en 2060**⁶. Enfin, la loi fédérale n°34-FZ du 6 mars 2022 a été adoptée « Sur la conduite d'une expérience visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre dans certaines entités constitutives de la Fédération de Russie », à savoir sur l'île de Sakhaline avec l'intention de créer **le premier marché carbone réglementé en Russie**.

⁶ Arrêté du gouvernement de la Fédération de Russie du 29 octobre 2021 n°3052-r.

C'est le premier projet à grande échelle pour la Russie qui a pour objectif que la région puisse atteindre la neutralité carbone d'ici 2028, ce qui nécessite l'élaboration de nouveaux cadres réglementaires, la gazéification de plusieurs activités, une plus grande efficacité énergétique, une transition vers des sources d'énergie renouvelables, le développement d'un système de gestion des déchets, la bonification des terres ou la multiplication des projets climatiques (projets carbonés).

On peut également noter que ces nouvelles contraintes écologiques nécessitant une connaissance des processus naturels accrue, de nombreux programmes scientifiques, techniques et universitaires ont été créés avant février 2022. C'est le cas à la Haute École d'Économie ou au MGIMO⁷, mais aussi dans les régions de Krasnoïarsk, Kemerovo, Tioumen, etc. Un programme national « territoires carbonés » (*carbonovye poligony*), en conformité avec le plan d'action national d'adaptation au changement climatique et la stratégie de développement scientifique et technologique de la Fédération de Russie (2016), a par ailleurs été lancé en 2019. Ce programme intègre différentes zones dotées d'écosystèmes uniques afin de développer des technologies de mesure et surveillance des émissions de gaz à effet de serre. Cela concerne des technologies terrestres pour le contrôle agrochimique des sols (forestiers, agricoles, en prairie etc.), des technologies de télédétection pour la phytomasse et la rhizosphère, des modèles mathématiques avancés pour calculer la productivité primaire, les échanges nets de CO₂ entre l'écosystème et l'atmosphère, la respiration des écosystèmes dans les zones de référence ainsi que d'autres paramètres liés à leur bilan carbone⁸.

⁷ Respectivement les équivalents français de HEC et Sciences Po.

⁸ Arrêté du ministère de l'Éducation et des Sciences de Russie n°74 du 5 février 2021.

En février 2021, le ministère russe des Sciences et de l'Enseignement supérieur lançait ses premiers projets pilotes. Avant février 2022, pas moins de 9 territoires carbones avaient été créés avec un objectif initial de 25 territoires carbone créés en 2022-2023⁹. Enfin, notons que l'agenda climatique donnait lieu à des rencontres diplomatiques incluant des parties issues de toutes les sphères d'activités de la société, comme par exemple :

1) la création d'une plateforme pour une discussion ouverte entre les principales parties prenantes russes et européennes (représentants des autorités gouvernementales, cadres supérieurs d'entreprises, scientifiques et experts de premier plan) ;

2) la coopération russo-américaine sur les questions liées aux émissions de méthanes et au contrôle par satellite des émissions de gaz à effet de serre.

Économie circulaire et ESG

Deux enjeux d'importance mondiale ont également connu des développements notables en Russie : l'économie circulaire et l'approche ESG (pour Écologie-Social-Gouvernance).

En termes d'économie circulaire, sujet qui a trait en premier lieu à la gestion des déchets, la Russie a lancé en 2019 sa « réforme des déchets » et le projet national « Écologie ». Cette réforme prévoit des financements à hauteur de 100 milliards de roubles (environ 1 milliard d'euros) jusqu'en 2030 comprenant dix projets fédéraux visant à fermer un nombre important de décharges sauvages, à réhabiliter des zones polluées (comme la Volga, le lac Baïkal ou la zone Arctique), à développer un nouveau cadre légal réglementaire et de nouvelles infrastructures (notamment pour le traitement des déchets industriels et ménagers), à radicalement améliorer la qualité de l'air dans les villes les plus polluées, à développer le « tourisme vert » ;

⁹ Décret présidentiel du 8 février 2021 n°76.

et enfin à créer un véritable système de suivi fédéral sur la qualité de l'eau, de l'air, des sous-sols et des dommages environnementaux accumulés dont ceux liés aux émissions de gaz à effet de serre.

Un autre bloc important de la politique environnementale de la Russie a été lancé parallèlement : le gouvernement a décidé de soutenir le développement de la « finance verte », afin de changer les réglementations bancaires et préférences fiscales et stimuler les investissements dans les branches économiques permettant une accélération de l'écologisation de l'économie.

Cela passe, en Russie, par les programmes liés aux NDT (du russe « *nailuchshye dostupnye tekhnologii* » soit « les meilleures technologies disponibles ») et les critères ESG (Écologie-Social-Gouvernance). Le premier programme permet d'identifier et soutenir toutes les technologies économiquement viables visant à la protection de l'environnement et la garantie de « l'utilisation rationnelle des ressources », cela conformément à la loi fédérale « Sur la standardisation dans la Fédération de Russie » et aux conventions ratifiées par la Russie (sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, sur la protection du milieu marin en mer Baltique et Caspienne etc.), mais aussi en prenant en compte les standards internationaux (comme par exemple le droit européen via des directives relatives à la prévention ou à la réduction des émissions industrielles). Aujourd'hui, il existe plus de 500 standards NDT recouvrant la planification environnementale, les informations quantitatives et l'évaluation des performances.

En termes d'ESG, l'outil permet aux entreprises, surtout transnationales cotées en bourse, de présenter un bilan transparent de leur politique de développement durable et d'attirer plus d'investissements grâce à une gestion maîtrisée des risques et une meilleure réputation. Avant février 2022, on pouvait déjà compter plusieurs agences de notation reconnues sur la place boursière russe (MOEX) : l'Agence de notation de crédit analytique ACRA, l'Agence nationale de notation NRA, le Fonds mondial pour la nature (WWF, en collaboration avec Creon Holding) et l'agence de notation Expert RA (RAEX).

Cependant, les premières statistiques montrent un assez faible niveau d'émissions d'obligations dites « ESG » en Russie. Néanmoins, celles-ci ont connu une augmentation rapide : en 2018 on comptait une émission obligataire de 1,1 milliard de roubles (11 millions d'euros environ), alors qu'en 2021 on comptait 13 émissions obligataires représentant plus de 200 milliards de roubles (environ 2 milliards d'euros). En mai 2019, RZD (les Chemins de fer russes) était la première entreprise russe à placer des euro-obligations vertes pour une valeur totale de 500 millions d'euros et d'une durée de 8 ans. Enfin, jusqu'en février 2022, le volume total des obligations ESG russes représentait 524,57 milliards de roubles (environ 5 milliards d'euros) avec pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre et autres polluants, préserver, protéger ou améliorer l'environnement ou encore augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources. Cela permettait au ministère russe de l'Économie de conjecturer un volume du marché des obligations vertes d'ici 2030 représentant 10% de la valeur des titres de créance, soit 1 500 milliards de roubles (environ 15 milliards d'euros)¹¹.

Le déclenchement de la guerre en Ukraine a fait retomber largement le bon départ pris par Moscou. En 2024, les émissions d'obligations vertes russes ne dépassaient pas les 73 milliards de roubles (≈730 millions d'euros), représentant une baisse de 51% par rapport au taux de placement de 2023, et de 67% par rapport au niveau record de 2021. La situation est d'autant plus difficile que le marché européen est pratiquement totalement fermé à la Russie et que le volume global des nouveaux placements d'obligations ESG continue d'augmenter dans le monde : +7% au premier semestre 2024 par rapport à la même période en 2023, le montant total s'élevant à 554 milliards de dollars, et l'Europe représentant plus de 50% de ces placements¹². Cette situation inquiète de nombreux experts russes qui soulignent que la compétitivité future des exportateurs russes dépendra beaucoup de leur engagement ESG.

¹¹ Décret présidentiel du 8 février 2021 n°76.

¹² Voir le site du Ministère du Développement économique de la Fédération de Russie : « *Rossiya gotova k sblizheniyu podhodov k esg reytingovaniyu so stranami SHOS* » (2023, en russe).

II. La question écologique en Russie depuis 2022

Depuis le début du conflit en Ukraine et des sanctions prises par les pays occidentaux, les contextes politique et économique ont été bouleversés, ce qui a eu des effets très importants sur les questions écologiques et sur l'agenda du développement durable dans son ensemble. Si les efforts en la matière ont d'abord été négativement impactés, ils ont été progressivement relancés par la suite.

De fait, toutes les marchandises russes ne sont pas interdites à l'import en Europe et beaucoup d'entre elles passent désormais par des importations et exportations parallèles ce qui rend les contraintes écologiques européennes et les standards internationaux toujours actuels ; car c'est bien la reconnaissance des crédits carbone et des certificats verts sur les marchés internationaux qui est cruciale pour Moscou. C'est ce que rappelle la Banque centrale de Russie qui souligne que les risques climatiques restent systémiques pour l'économie russe et qu'en l'absence d'actions proactives, 33% des entreprises pourraient être confrontées à des difficultés d'ici 2030¹³. Les derniers calculs sur les coûts liés à l'introduction de la taxe carbone européenne pour les entreprises russes font état d'un risque de surcoût de 6,3 milliards de dollars annuels sur la période 2026-2030.

L'un des autres sujets importants est la directive CORSIA (« *Carbon Offsetting and Reduction Scheme for International Aviation* »). Adoptée en octobre 2016 par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), elle a pour but d'obliger les compagnies aériennes à mesurer et à déclarer leurs émissions de gaz à effet de serre, mais aussi à financer des unités de réduction d'émissions générées par des projets carbone à partir de 2027.

¹³ TASS « *V TSB napomnili, chto klimaticheskiye riski yavlyayutsya sistemnymi dlya ekonomiki Rossii* » (2025, en russe).

Or, la Russie n'a pour l'instant encore (pratiquement) rien fait afin de s'y conformer : elle n'est pas en mesure de se reposer sur un système de crédits carbones reconnu internationalement, ni sur une production de « kérosène décarboné ». Entre 2027 et 2035, les compagnies aériennes russes devront consacrer entre 61 et 258 milliards de roubles (environ 0,6 à 2,6 milliards d'euros) afin de respecter leurs obligations au titre de la directive CORSIA¹⁴.

Une nouvelle dynamique est donc impulsée depuis 2022-2023, sur la base de ce qui avait été construit dans les années antérieures. Le projet fédéral « Politique bas-carbone » (lancé en 2021) a été réévalué afin de créer **70 standards bas-carbones d'ici 2030**, dont 12 ont été approuvés en 2023 et publiés en 2024. De même, un nouveau « **Système de contrôle et de suivi du climat** » (incluant *de-facto* le programme national « territoires carbones »), destiné à améliorer l'évaluation de l'absorption du carbone par les écosystèmes, est en voie d'achèvement. Ces données sur le changement climatique et ses conséquences « doivent permettre de clarifier les estimations des émissions et de l'absorption de gaz à effet de serre afin de mieux enclencher les transformations écologiques des différents secteurs économiques », a annoncé le ministre du Développement économique Maxim Rechetnikov en marge de la COP29 en 2024.¹⁵

Par ailleurs, les autorités russes souhaitent valoriser le fait que la Russie est le plus grand pays forestier du monde avec près de 20% de la superficie forestière mondiale et 25% des réserves mondiales en bois. Le pays se dote donc depuis peu de nouvelles technologies de télédétection, terrestres et aériennes afin de rendre possible l'étude et le traitement des informations à l'aide de modèles mathématiques.

¹⁴ RBK : « *Traty rossiyskikh aviakompaniy na «zelenyye» polety otsenili v ₺258 mlrd* » (2025, en russe).

¹⁵ Journal Expert. Maksim Reshetnikov : « *Nizkouglerodnaya transformatsiya nuzhna dlya ustoychivogo razvitiya ekonomiki* » (2024, en russe).

Il est prévu ainsi que d'ici 2030, lorsque le système sera entièrement déployé, les données sur l'absorption du carbone par les forêts et les autres écosystèmes terrestres seront considérablement affinées. Selon les premiers résultats issus de ce système, le volume d'absorption des écosystèmes s'est avéré supérieur sur la période 1990-2022 de 722,2 millions de tonnes équivalent CO₂ et les émissions nettes réelles inférieures de 51% (soit 836,8 millions de tonnes équivalent CO₂)¹⁶.

Avec 22 coefficients de calculs d'émissions spécifiés dans l'inventaire national des gaz à effet de serre, ceux-ci seront désormais utilisés pour les rapports dédiés au secrétariat de la convention-cadre des Nations-unies sur les changements climatiques. Présentés aux participants de la COP29, ces coefficients feront l'objet de discussions pour l'avancement des négociations au sein de l'Union économique eurasiatique, mais également des BRICS ou de l'OCS.

Par ailleurs, on peut constater que depuis 2022 et la création du premier registre russe d'unités carbone (marché carbone) on observe un nombre croissant de projets climatiques dans le pays : ceux-ci étaient au nombre de 64 en mai 2025. Même si ce nombre reste assez faible à l'échelle internationale et pour un pays aussi grand que la Russie (à titre de comparaison 852 projets étaient recensés en France en 2023), on peut noter une croissance assez importante. Toutefois, les experts russes soulignent un problème de diversification de ces projets, qui sont globalement axés sur des économies d'énergie ou sur la gazéification des activités, et un problème de liquidité du marché des unités carbone. De plus, les transactions demeurent russo-russes et la transparence des transactions reste très faible (documentation non disponible, qualité et validité des projets douteuses)¹⁷.

¹⁶ Rosgidromet, « *Doklad ob osobennostyakh klimata na territorii rossiyskoy federatsii za 2024 god* » (2024, en russe).

¹⁷ High School of Economics (HSE). *Obzor 1: « Prirodnyye i klimaticheskiye proyekty. Nauka i praktika »* (2025, en russe).

Autre développement notable, une nouvelle loi « sur le permafrost » devrait être adoptée prochainement afin d'accompagner le développement des territoires du Nord. De plus, un nouveau projet national « bio-économie » a été lancé en parallèle et est en attente d'un budget d'ici fin 2025. Le projet vise à créer une infrastructure en Russie pour l'utilisation de matières premières biologiques et à développer des technologies uniques pour l'agriculture et pour la création de produits pharmaceutiques. A l'échelle régionale, le gouverneur de l'oblast de Sakhaline, Valery Limarenko, dans son rapport au parlement régional de mai 2025, annonçait que le projet pilote sur l'île de Sakhaline avait déjà permis d'augmenter le PIB régional de 30% et de diviser par deux les émissions régionales de GES.

Ce résultat a été obtenu notamment grâce à un niveau de gazéification élevé et qui s'établit désormais à 64%, entraînant avec lui une forte diminution de l'utilisation du charbon¹⁸. De plus, grâce au nouveau système de contrôle et de suivi du climat l'oblast de Sakhaline est officiellement devenu la **première région russe à atteindre la neutralité carbone**. Cette annonce a été faite lors de la session plénière du forum « Îles de développement durable : volet climatique » organisé à Sakhaline dans le cadre du Forum économique oriental. L'expérience de la région a été par ailleurs présentée lors du Sommet mondial des Nations Unies sur les changements climatiques à New York le 25 septembre 2025 par le représentant spécial R. Eldegueriev.

Sur le plan international, la Russie devrait profiter de formats plus flexibles que les grands accords universels avec la mise en place de systèmes de coalition comme par exemple « *the Global Methane Pledge* », « *the Clean Air and Climate Action Coalition* » ou « *the Just Energy Transition Partnerships* ».

¹⁸ Carbonplatform. « *Valovyy regional'nyy produkt Sakhalinskoy oblasti vyros na 30% pri umen'shenii vdvoye vybrosov uglekislogo gaza* » (2025, en russe).

Ces nouveaux formats, encouragés par l'accord de Paris¹⁹, permettent aux pays signataires de travailler plus vite et plus efficacement en fonction de leurs intérêts. Cela devrait permettre à la Russie de défendre des positions en lien avec ses intérêts économiques comme le statut « vert » de l'énergie nucléaire, le statut « d'énergie de transition » du gaz naturel, la volonté de sanctuariser la question climatique et des technologies associées (vis-à-vis des sanctions), ou la responsabilité non seulement des producteurs d'énergies carbonées, mais aussi celle des pays consommateurs.

La Russie privilégie la coopération avec les pays du Golfe, en particulier les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite (mais aussi Bahreïn et Oman) du fait de structures économiques similaires et d'intérêts communs liés à la production d'hydrocarbures, qui ont conduit à une intensification de la coopération dans le cadre de l'OPEP+. De plus, ces pays disposent de ressources financières importantes. Ainsi, en juin 2024 au Forum économique de Saint-Pétersbourg la Russie a signé un protocole de coopération avec le *Global Carbon Council*, premier programme volontaire de compensation carbone dans la région MENA (Moyen Orient et Afrique du nord), cela dans le but de faire valider les normes russes, de laisser entrer des vérificateurs étrangers et d'accroître l'intérêt pour l'investissement dans les unités carbone en Russie. Il en a résulté la vente des premiers crédits carbone russes à l'international en novembre 2024 avec l'entreprise des Émirats Arabes Unis « *Equity International General Trading* »²⁰. Toutefois, le prix des unités carbone vendues n'a pas été divulgué, de sorte que la composante politique de cette transaction prévaut sans doute sur la composante économique, confirmant que des transactions entre les deux Etats sont d'ores-et-déjà possibles et actées.

¹⁹ Lors de la COP29 (2024), les paragraphes 6.2, 6.4, 6.8 de l'article 6 de l'Accord de Paris ont été approuvés. Il s'agit d'une avancée majeure après des années de négociations et d'accords afin de créer des marchés carbonés.

²⁰ La transaction a été organisée par Gazprombank, le vendeur des unités carbonées étant JSC Rusal (métallurgie).

La Russie a également signé des mémorandums d'accord avec l'Inde, l'Éthiopie et l'Azerbaïdjan, et d'autres sont également en cours de discussion. Des partenariats via le programme des territoires carbones ont été préparés parallèlement avec le Brésil et la Bosnie-Herzégovine pour la création de « *polygones miroirs* », c'est-à-dire des territoires présentant des conditions climatiques similaires et permettant l'élaboration de protocoles internationaux uniformes de suivi et de vérification des données, et la mise en œuvre de solutions efficaces basées sur les principes de la bioéconomie.

Avec la Chine, l'agenda politique commun via les BRICS et l'OCS ne peut faire abstraction de la question climatique et écologique. Néanmoins alors que la coopération dans le domaine énergétique ne cesse de s'élargir entre les deux pays, il n'en va pas de même dans le domaine environnemental et climatique. La Russie ne semble pas prioritaire pour la Chine qui est l'un des pays des plus avancés dans le développement de l'agenda écologique : marché carbone réglementaire depuis 2021, marché carbone volontaire – *China Certified Emission Reduction* (CCER) relancé en 2024²¹, etc. De plus, même si la Chine se bat également contre la taxe carbone européenne²², l'Europe reste un partenaire stratégique. En 2024, la Chine restait le principal partenaire pour les importations de biens dans l'UE (21,3%), et le troisième partenaire en importance pour les exportations de biens de l'UE (8,3%)²³. De plus, contrairement à la Russie, la Chine a lourdement investi dans les énergies renouvelables et les technologies associées, le pays étant désormais le leader mondial en termes d'énergies solaire et éolienne, et dans la production des véhicules électriques.

²¹ La Chine est également le premier État ayant promulgué une loi sur l'économie circulaire en 2008-2009.

²² Lors de la COP29 la Chine, mais aussi le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Inde, ont demandé que les mesures unilatérales restrictives pour le changement climatique telles que la taxe carbone de l'UE soient incluses dans les discussions formelles, ce qui a été refusé. La Chine a déclaré qu'elle tentera de remettre le sujet à l'ordre du jour lors de la COP30 au Brésil en 2025.

²³ Eurostat. Statistiques du commerce international de biens entre la Chine et l'UE (2025).

L'Union économique eurasiatique (UEE) : des progrès lents

L'Union économique eurasiatique (UEE) lancée en 2015 par la Russie avec plusieurs républiques ex-soviétiques (Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Arménie) est également une instance qui favorise les progrès du pays en matière de politique environnementale. L'Union a déjà adopté une taxonomie verte commune, incluant les projets climatiques et un groupe de travail sur le climat. Ceci permet par exemple de travailler sur la possibilité de synchroniser les marchés carbone, même si les États membres connaissent un niveau de développement très disparate en la matière, seuls la Russie et le Kazakhstan possédant le leur. Cette taxonomie n'implique pas pour le moment d'obligation légale mais sert à stimuler l'harmonisation des politiques des États membres pour développer la finance verte.

La dernière feuille de route de l'Union économique eurasiatique, adoptée le 4 juin 2024, fait état de cinq domaines prioritaires afin de mettre en place des règles claires et compréhensibles pour l'instauration d'un marché volontaire du carbone et, à terme, pour l'instauration d'un prix du carbone stable :

- Création des conditions nécessaires à la mise en œuvre de projets **coopératifs à faible émission de carbone**, notamment par l'élaboration de **normes interétatiques** ;
- Formation d'approches coordonnées pour l'accréditation des organismes de validation et de **vérification dans le domaine de la réglementation carbone** ;
- Élaboration de propositions de **mesures d'incitation tarifaires et fiscales** ;
- Préparation de propositions visant à **prévenir les barrières commerciales et économiques causées par des réglementations nationales climatiques** ;
- Élaboration de propositions visant à **rapprocher les positions des États membres dans le cadre de l'adaptation au changement climatique**.

Néanmoins, les Etats membres de l'Union eurasiatique n'ont pas été en mesure de formuler une position commune lors des dernières COP²⁵. Cela traduit les difficultés de trouver des points de convergence, certains Etats-membres étant encore très tournés vers l'UE, tandis que d'autres regardent de plus en plus vers les marchés asiatiques.

L'Organisation de coopération de Shangai (OCS) : l'intensification du dialogue

En ce qui concerne l'OCS, en tant qu'organisation internationale elle a adopté une déclaration commune sur le changement climatique et tente ces dernières années différentes formes de coopération. L'OCS se concentrant sur les questions sécuritaires, il est important pour elle de pouvoir prendre en compte les risques physiques climatiques, ainsi que les risques liés à l'environnement en général.

Lors du dernier sommet de l'OCS qui s'est déroulé du 31 août au 1er septembre 2025 à Tianjin en Chine, le thème du développement durable et l'agenda écologique ont été discutés et inclus dans la déclaration finale signée par les pays-membres. Ceux-ci se sont prononcés en faveur d'un renforcement de la coopération énergétique et ont soutenu la proposition d'organiser une réunion de haut niveau en partenariat avec l'ALC (*The Asian Leadership Conference*) sur le thème du « changement climatique et de l'énergie durable », qui a eu lieu début octobre à Astana au Kazakhstan.

²⁵ Néanmoins, l'UEE a présenté en juillet 2025 un rapport à l'ONU sur l'impact de l'intégration eurasiatique sur la réalisation des objectifs de développement durable.

On pourra également noter, que le Président kazakh, Kassym-Jomart Tokaev, a proposé la création d'un Centre d'analyse de l'eau de l'OCS, qualifiant la baisse du niveau de la mer Caspienne de catastrophe environnementale, problème qui avait également été évoqué par le Premier ministre russe Mikhaïl Michoustine lors d'une conférence internationale sur l'environnement organisée dans la République de l'Altaï deux mois plus tôt.

Enfin, les discussions continuent sur l'adoption d'un « Concept de coopération pour la décarbonation des transports, la promotion de la transformation numérique et des technologies innovantes pour une efficacité et une durabilité accrues », discussions entamées en 2023 lors du forum « SCO Startup Forum 3.0 » qui s'est tenu à New Delhi.²⁶

Les BRICS : un axe prioritaire de coopération

Les BRICS représentent aujourd'hui la plus grosse part mondiale de production de gaz à effet de serre (GES). Selon la base de données européenne des émissions de GES « EDGAR », en 2021, les BRICS représentaient déjà 47,5% des émissions mondiales (la Chine émettant la plus grande part avec 32,9% des émissions) alors que le G7 était responsable de 21,2% (les États-Unis représentant 12,5% des émissions). Depuis 2024 et l'arrivée des nouveaux pays dans la coalition, leur part a dépassé les 50% des émissions mondiales.

Aujourd'hui plusieurs projets communs sont étudiés au sein des BRICS : entrée potentielle de la Russie dans la coalition BASIC (Brésil, Afrique du Sud, Inde, Chine), création d'un registre commun pour les projets climatiques des pays membres, élaboration d'un centre d'expertise dans le domaine du développement durable et du climat etc.

²⁶ Institute of Chinese Law. Full text: Tianjin Declaration of the Council of Heads of State of the Shanghai Cooperation Organization, 2025.

La coalition BASIC est née d'un accord signé le 28 novembre 2009 par ses quatre membres qui se sont engagés à agir conjointement lors du sommet de Copenhague sur le climat. Initié et dirigé par la Chine, le groupe s'est efforcé de définir une position commune sur les réductions d'émissions et les fonds d'aide climatique. Dernièrement, lors de la COP29, les États membres ont confirmé leur engagement en faveur du multilatéralisme et de la coopération internationale en faveur d'un développement sobre en carbone et résilient au changement climatique. Ils ont réaffirmé également leur attachement à l'unité du Groupe des 77 et de la Chine (G77/Chine) et salué la vision du Consensus proposé par les Émirats arabes unis sur les voies d'une transition juste, axée sur l'ensemble de l'économie et de la société, pour parvenir à un développement durable²⁷.

Ainsi le thème du développement durable a été inclus dans les Déclarations de Johannesburg en 2023, de Kazan en 2024 et Rio en 2025. En Russie, le 16ème sommet des BRICS a permis de convenir de **la création d'un groupe de contact des BRICS sur le climat et le développement durable**. Au Brésil, le 17ème sommet a permis d'adopter un plan de travail sur la baisse des risques liés aux catastrophes climatiques sur la période 2025-2028, ainsi que la feuille de route 2030 pour une « coopération énergétique décarbonée, durable et inclusive », notamment via la création de nouvelles obligations vertes, des prêts en monnaie nationale et le développement de marchés carbone volontaires²⁸. A cet égard, la Nouvelle Banque de Développement sera amenée à jouer un rôle de gestionnaire beaucoup plus important dans le futur dans la mesure où elle investit déjà environ 40% de ses fonds collectés pour des projets climatiques²⁹.

²⁷ IISD. *BASIC Ministers Call for New Climate Finance Goal to Reach Trillions*, (2024). L'entrée de la Russie dans le groupe BASIC reste peu probable étant donné que celui-ci s'était formé pendant le protocole de Kyoto pour des pays dits « en voie de développement », d'autant plus que la Chine reste l'initiateur principal

La création d'un groupe de contact des BRICS est une action importante, qui permet de proposer désormais des positions communes. Pour la COP30, la position des pays BRICS souligne la nécessité d'un effort plus important de la part des pays riches, mais aussi d'une réforme des banques multilatérales de développement afin de mobiliser des capitaux privés pour l'action climatique dans les pays du Sud³⁰. Il est ainsi probable de voir apparaître des positions communes dans un futur proche sur d'autres questions, comme celle du MACF, étant donné que plusieurs études montrent qu'une part importante des pays du Sud global sont assujettis à cette mesure. Une étude de Standard & Poor's de 2023³¹ montrait par exemple que l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Égypte étaient (avec la Turquie et le Canada) les pays les plus touchés par la taxe carbone européenne, notamment dans les secteurs clés du fer et de l'acier. L'étude ne prenait pas en compte la Russie probablement en raison des sanctions occidentales qui pèsent sur elle. Néanmoins, la Banque mondiale (2025)³² propose également un « indice d'exposition au MACF » qui corrobore ces résultats en y incluant la Russie, largement exposée dans le secteur du fer et de l'acier.

28 BRICS Brasil. *BRICS Joint Declaration defines strategies to reduce risk of climate disasters*, (2025). D'autres thèmes du développement durable comme le commerce, la lutte contre la pauvreté et la faim, l'énergie, l'eau et la nourriture, les engrais, l'éducation et les soins de santé, les pandémies sont également régulièrement abordées. Le thème du rôle des femmes dans le développement politique et socio-économique y est également souligné, en particulier via « l'Alliance des femmes d'affaires des BRICS pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin » (créée en 2020).

29 Roscongress. *Rasshireniye BRIKS, Novyy format partnerstva menyayet pravila global'noy igry*, 2024. (en russe).

30 COP30 Brasil. *Ahead of COP30, the BRICS issued their first climate finance recommendation*, 2025.

31 Standard & Poor. *Developing economies hit hardest by EU's carbon border tax*, 2023.

32 Banque mondiale. *CBAM Exposure Indexes*, 2025.

Enfin, on constate de nombreuses avancées dans le domaine de l'ESG, notamment en Chine, au Brésil, en Inde et en Russie où standards et agences de notation commencent à être de plus en plus utilisés par les institutions et les entreprises. En février 2024, les banques centrales des pays membres des BRICS ont pu déterminer les axes prioritaires en matière d'ESG, à savoir **la création de normes et d'une plateforme commune pour le reporting des entreprises** et la promotion des principes de développement durable.

Les BRICS pourraient *in fine* créer un organisme spécialisé chargé de réglementer les quotas, de définir les normes et standards, de fixer des objectifs collectifs et de coordonner les investissements dans les technologies vertes et les sources d'énergie renouvelables. L'un des premiers objectifs pourrait être de concurrencer le système européen d'échange de quotas d'émission (EU ETS) en tenant compte des spécificités de chaque membre. D'après M. Rechetnikov, l'UE n'est pas prête à conclure un accord collectif sur les unités de carbone car cela affecterait trop le prix du carbone en Europe par l'arrivée de crédits carbone meilleur marché en provenance d'autres pays comme la Russie. Selon le ministre russe, les Européens visent un prix du carbone de 75-100 euros/l'unité alors que sa valeur réelle ne serait en fait que de 7-15 dollars, si les capacités d'absorption globales de toute la planète étaient prises en compte³³.

³³ Expert. Maksim Reshetnikov : « *Nizkouglerodnaya transformatsiya nuzhna dlya ustoychivogo razvitiya ekonomiki* », 2024. (en russe).

Conclusion

La Russie a donc avancé depuis une dizaine d'années sur son agenda écologique, notamment via la question climatique qui l'a obligé à entamer des transformations structurelles à tous les niveaux – institutionnel, politique, infrastructurel – en se calquant sur les avancées occidentales dans ce domaine. On a pu donc assister par exemple à la création d'un marché d'obligations vertes et à l'adoption d'une doctrine climatique nationale, ou encore à la promulgation de nouvelles lois obligeant les entreprises les plus polluantes à entreprendre des actions concrètes afin de réduire leurs impacts et présenter leurs résultats annuellement.

Néanmoins, avec la guerre en Ukraine, ces questions semblent ne plus figurer parmi les priorités nationales. En attendant des temps plus propices à la création de règles uniformes via les différentes alliances internationales dont la Russie est membre, les partenariats avec les pays dits « amicaux » continuent d'avancer dans le but de trouver des alternatives à la coopération avec l'Europe qui a pris fin depuis 2022 avec la mise en place des sanctions. Et ce sont bien les BRICS qui représentent à court et moyen terme la priorité pour Moscou, l'UEE et l'OCS ne permettant pas d'avancées importantes en termes de positions communes ou encore d'échanges entre pays.

Même si le thème de l'écologie a connu une baisse de régime au niveau international, celui-ci reste tout de même incontournable. On a pu voir le 25 septembre 2025 lors du Sommet mondial des Nations Unies sur les changements climatiques que la Chine n'avait non seulement pas l'intention d'abandonner ses ambitions en la matière, mais qu'elle envisageait même d'assumer une forme de leadership après la nouvelle sortie des États-Unis de l'accord de Paris. Pour Moscou, les questions environnementales constituent l'un des derniers canaux de discussions disponibles avec les occidentaux dans le cadre des différents congrès et conférences internationaux consacrés aux problématiques environnementales et climatiques. Et même si les tensions diplomatiques et économiques n'épargnent pas ce domaine, Moscou milite pour le sanctuariser afin de maintenir le contact avec les Occidentaux et intensifier les coopérations avec les pays émergents.

L'association "Observatoire français des BRICS (OFB)" est un think tank français ayant pour objet de proposer un espace de réflexion sur les grands pays émergents. Depuis sa création en 2024, l'OFB s'est donné pour mission d'éclairer le débat stratégique français et international sur la restructuration des relations internationales contemporaines.

Il est possible d'adhérer à l'Observatoire afin de soutenir ses travaux et de participer à ses activités. Pour ce faire, veuillez remplir le formulaire de d'adhésion en scannant le QR code ou en cliquant sur le lien.



[Formulaire d'adhésion en ligne](#)

E-mail : contact@obsfrbrics.org

Site internet :

<https://www.obsfrbrics.org/en/homepage/>

